



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.129/2/V
du 15 septembre 2025

advies 78.129/2/V
van 15 september 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux données ouvertes et à la
réutilisation des informations
du secteur public et abrogeant
l'arrêté royal du 2 juin 2019
relatif à la réutilisation des
informations du
secteur public'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'inzake open data en
het hergebruik van
overheidsinformatie en tot
opheffing van het koninklijk
besluit van 2 juni 2019 inzake
het hergebruik van
overheidsinformatie'

Le 14 août 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public et abrogeant l'arrêté royal du 2 juin 2019 relatif à la réutilisation des informations du secteur public'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 15 septembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 septembre 2025.

*

Op 14 augustus 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie en tot opheffing van het koninklijk besluit van 2 juni 2019 inzake het hergebruik van overheidsinformatie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 15 september 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 september 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Dans l'hypothèse où le registre des demandes visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, du projet entraîne l'enregistrement de données à caractère personnel, il convient de considérer que le projet implique des traitements de données à caractère personnel et qu'il doit en conséquence être soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données.

Il sera, le cas échéant, veillé à l'accomplissement de cette formalité préalable.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public' énonce :

« Les États membres encouragent les organismes du secteur public et les entreprises publiques à produire et mettre à disposition des documents qui relèvent du champ d'application de la présente directive conformément au principe d'ouverture dès la conception et par défaut ».

Interrogée sur la transposition de cette disposition, la déléguée a expliqué :

« De richtlijn 2019/1024 is reeds omgezet door de wet van 4 mei 2016 inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie, zoals gewijzigd door de wet van 25 december 2023. Het principe van art. 5.2 van de richtlijn 2019/1024 wordt doorheen de formulering van de gehele wetgeving doorgevoerd en niet door één specifiek artikel. Een voorbeeld hiervan is artikel 9, § 2 van de wet van 4 mei 2016 waar is bepaalt ‘overheidsinstanties [...] zoveel als mogelijk bestuursdocumenten ter beschikking [stellen] in digitale, open en machinaal leesbare formaten, die toegankelijk, gemakkelijk vindbaar en elektronisch herbruikbaar zijn, vergezeld met hun metagegevens. Deze formaten en metagegevens beantwoorden aan formele open standaarden’.

In art. 2, lid 2 van het voorliggende ontwerpbesluit wordt bepaalt dat wanneer een overheidsinstantie opteert voor het opleggen van voorwaarden, dat in dat geval de overheidsinstantie zich bij voorkeur baseert op modellicenties (die in lijn liggen met het principe van art. 5.2 van de richtlijn 2019/1024) die ter beschikking worden gesteld op het federale portaal zoals bedoeld in artikel 17 van de wet. Via het federaal open data portaal wordt inderdaad dus de nodige informatie aangeboden over modellicenties van Creative Commons en eveneens de links naar deze aanbevolen modellicenties (zie ook art. 1, lid 2, 2°) : [Licenties | Data.gov.be](#)

Le principe énoncé à l'article 5.2 de la directive 2019/1024 (ouverture par défaut et dès la conception) est d'ailleurs distillé dans l'entièreté de l'AR (notamment en prévoyant que, par défaut, la réutilisation est gratuite et sans condition – voir aussi art. 5, § 1 & § 2 de la loi – et qu'il n'est pas prévu de délai avant lequel un document administratif ne serait pas soumis à open data) ».

S'il peut être admis que le principe d'ouverture « par défaut », c'est-à-dire sans condition, est inscrit dans la loi ainsi que dans le projet d'arrêté, le principe d'ouverture « dès la conception » n'y figure en revanche pas de manière explicite.

Dans un souci de clarté à l'égard des destinataires des obligations prévues par ou en vertu de la loi du 4 mai 2016 'relative à la réutilisation des informations du secteur public', le projet gagnerait à contenir une disposition l'énonçant expressément.

2. Le tableau de transposition partielle des dispositions de la directive (UE) 2019/1024 communiqué par la déléguée n'est pas relatif au projet faisant l'objet de la présente demande d'avis. L'auteur du projet veillera à l'avenir, en cas de transposition d'une directive, à communiquer à la section de législation des tableaux de transposition pertinents et complets ¹.

3. Dans l'hypothèse où le registre des demandes visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, du projet entraîne l'enregistrement de données à caractère personnel, il s'agit d'un traitement de données dont les éléments essentiels doivent être fixés dans le projet.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 191-192.

S'agissant de la question du respect du principe de légalité découlant de l'article 22 de la Constitution, la section de législation constate que même si l'article 11 de la loi du 4 mai 2016 n'envisage pas expressément l'organisation de traitements de données à caractère personnel, il paraît raisonnable d'admettre qu'en prévoyant le principe d'une demande de réutilisation de documents administratifs, le législateur a consenti à ce qu'un traitement des données à caractère personnel puisse avoir lieu.

Pour autant, il appartient encore à l'auteur du projet d'encadrer les éventuels traitements de données à caractère personnel envisagés en fixant les éléments essentiels en la matière, à savoir : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données.

Le projet sera, le cas échéant, complété en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. La section de législation n'aperçoit pas en quoi l'article 108 de la Constitution et le pouvoir général d'exécution des lois qu'il confère au Roi procurent un fondement juridique supplémentaire par rapport aux fondements visés à l'alinéa 2.

À défaut de justification, l'alinéa 1^{er} sera omis.

2. À l'alinéa 2, la mention de l'article 13, alinéas 2 et 3, de la loi du 4 mai 2016 sera omise dès lors que, comme l'a expliqué la déléguée, le projet à l'examen n'a pas pour objet de déterminer la composition et le mode de fonctionnement de la Commission de réutilisation des documents administratifs.

3. L'arrêté royal du 2 juin 2019 'relatif à la réutilisation des informations du secteur public' étant abrogé par l'article 18 du projet, il y a lieu de le viser au préambule après le visa relatif à la loi du 4 mai 2016.

DISPOSITIF

Article 1^{er} nouveau

Il sera précisé, dans un article 1^{er} nouveau, que le dispositif à l'examen assure la transposition partielle de la directive (UE) 2019/1024.

Article 1^{er}

Les définitions de la loi du 4 mai 2016 s'imposant de plein droit, par l'effet de la hiérarchie des normes, l'alinéa 1^{er} n'est pas utile.

Mieux vaut dès lors omettre cet alinéa et remplacer, dans l'alinéa 2, les mots « les définitions suivantes s'appliquent » par les mots « on entend par ».

Article 2

1. Les mots « informations du secteur public » seront remplacés par les mots « documents administratifs », ceux-ci étant employés par la loi du 4 mai 2016 pour désigner l'objet de la réutilisation qu'elle encadre.

2. Dans un souci de clarté, l'article 2 sera reformulé afin de consacrer le principe de l'usage des « licences-types », avec possibilité, par dérogation, de recourir à des licences particulières, conformément à l'article 3.

3. L'alinéa 2 précisera utilement que les « licences-types » figurant sur le portail fédéral visé à l'article 17 de la loi du 4 mai 2016 sont également soumises, comme l'a expliqué la déléguée, aux conditions déterminées à l'article 3, § 1^{er}, du projet.

Article 3

Au paragraphe 4, le renvoi à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 août 2012 'relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral' n'est pas utile et sera omis, d'autant plus que la notion d'« utilisateurs » employée dans cette disposition n'apparaît pas nécessairement se recouper avec celle d'« instance publique » employée dans la loi du 4 mai 2016 ².

Au même paragraphe, les mots « modifié par la loi du 13 mai 2024 » seront omis.

Article 4

Au 3°, la section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est fait mention d'une demande « spécifique » de réutilisation, la disposition semblant valoir pour l'ensemble des demandes de réutilisation. Dans un souci de clarté du dispositif, ce mot sera omis.

² Par exemple, conformément à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 15 août 2012, les « services publics fédéraux en charge de la Sécurité sociale, de la Santé publique, de la Sécurité de la chaîne alimentaire, de l'Environnement, de l'Emploi, du Travail et de la Concertation sociale, ainsi que les services publics de programmation dépendant de ces services publics fédéraux » ne sont pas considérés comme étant des utilisateurs au sens de cette loi mais doivent être considérés comme étant des « instances publiques » au sens de la loi du 4 mai 2016.

Article 6

1. Interrogée sur la portée des termes « de leur mise à disposition » figurant au paragraphe 1^{er}, la déléguée a expliqué :

« De vermelding van het woord ‘verstrekking’ in de opsomming van de kosten waarmee de vergoeding voor de instanties zoals bedoeld in art. 7, § 3, a) van de wet vermeerderd kan worden berust op een vergissing.

Art. 6.1 van de richtlijn 2019/1024 bepaalt dat de terugvordering door alle overheden van de marginale kosten voor de vermenigvuldiging, verstrekking en verspreiding van documenten voor hergebruik is toegestaan. Art. 6.4 lid 2 van de richtlijn bepaalt, specifiek t.a.v. in art. 7, § 3, a) van de wet bedoelde instanties vervolgens dat ‘De totale inkomsten uit het verstrekken van documenten en het verlenen van toestemming voor het hergebruik van documenten mogen over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging, verspreiding en opslag ervan, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen, en – indien van toepassing – de anonimisering van persoonsgegevens en maatregelen ter bescherming van commercieel vertrouwelijke informatie.’.

We stellen voor om het woord ‘verstrekking’ uit het ontwerpbesluit weg te laten ».

Le texte sera adapté en conséquence.

2. Au paragraphe 2, la notion de « création » de documents administratifs, qui n’est utilisée que dans ce paragraphe, gagnerait à être précisée, le cas échéant dans le rapport au Roi.

Dans le même paragraphe, le mot « spécifiquement » est inutile et sera omis.

3. À l’instar de ce que réalise paragraphe 1^{er} à l’égard de l’article 6, paragraphe 4, alinéa 2, de la directive (UE) 2019/1024, il convient également de transposer l’article 6, paragraphe 5, alinéa 1^{er}, de cette directive afin de définir la notion de « total des recettes » applicable aux bibliothèques (y compris bibliothèques universitaires), musées et archives.

Article 7

Interrogée sur l’articulation entre les articles 6 et 7, la déléguée a expliqué :

« Après relecture des articles 6 et 7, il semble en effet y avoir un souci. L’article 7 vise à ajouter deux éléments (conservation et acquisition des droits) à l’article 6. Nous proposons dès lors de supprimer les points 3° et 4° de l’article 7 (car ils sont déjà mentionnés à l’article 6 et n’apportent rien à l’article 7) ».

Le texte sera revu en conséquence, de même que les articles 9 et 10 qui renvoient à l’article 7, 4°.

Article 8

La section de législation n'aperçoit pas clairement ce qu'il y a lieu d'entendre par la génération de recettes « au cours de la production ou de la collecte » au sens de l'alinéa 2, 2°, et, le cas échéant, la raison pour laquelle seules les recettes générées au cours de cette période devraient être prises en compte.

Ceci gagnerait à être précisé.

Article 12

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, pour éviter toute formulation trop limitative, les mots « comité compétent » seront, de l'accord de la déléguée, remplacés par les mots « instance compétente ».

Article 16

L'article 11, § 2, de la loi du 4 mai 2016 prévoit que si le réutilisateur ne respecte pas une ou plusieurs conditions de réutilisation (ce qui suppose donc l'existence d'une licence), l'instance publique peut mettre fin « à la mise à disposition des documents administratifs ».

Dans ce contexte, la section de législation n'aperçoit dès lors pas clairement la justification de la distinction opérée par l'article 16 du projet entre la faculté de mettre un terme à la licence et celle de mettre fin à la mise à disposition.

La formulation de l'article 16 sera réexaminée en conséquence ou la portée de la disposition sera explicitée dans le rapport au Roi.

Par ailleurs, le mot « demandeur » sera remplacé par le mot « réutilisateur ».

Article 17

La formulation du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut laisser croire que le projet institue le comité qu'il mentionne, alors que son existence découle directement de l'article 18 de la loi du 4 mai 2016.

L'alinéa 1^{er} sera donc omis et l'alinéa 2 adapté en conséquence pour désigner le comité « visé à l'article 18 de la loi ».

Article 18

L'auteur du projet examinera s'il ne s'indique pas d'adopter des mesures transitoires afin de régler le sort des demandes de réutilisation des documents administratifs en cours de traitement dans le cadre de l'arrêté royal du 2 juin 2019.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en met overweging 96 van de preambule, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In het geval dat het register van de aanvragen, bedoeld in artikel 11, § 1, derde lid, van het ontwerp, ertoe leidt dat persoonsgegevens worden geregistreerd, dient men ervan uit te gaan dat het ontwerp verwerkingen van persoonsgegevens meebrengt en dat het bijgevolg voor advies moet worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Er moet in voorkomend geval op worden toegezien dat dat voorafgaande vormvereiste vervuld wordt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 5, lid 2, van richtlijn (EU) 2019/1024 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie’ luidt als volgt:

“De lidstaten moedigen openbare lichamen en overheidsondernemingen aan om documenten die binnen het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen, te produceren en beschikbaar te stellen overeenkomstig het beginsel ‘open door ontwerp en door standaardinstellingen’ (‘open by design and by default’).”

Naar aanleiding van een vraag over de omzetting van die bepaling heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“De richtlijn 2019/1024 is reeds omgezet door de wet van 4 mei 2016 inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie, zoals gewijzigd door de wet van 25 december 2023. Het principe van art. 5.2 van de richtlijn 2019/1024 wordt doorheen de formulering van de gehele wetgeving doorgevoerd en niet door één specifiek artikel. Een voorbeeld hiervan is artikel 9, § 2 van de wet van 4 mei 2016 waar is bepaal[d] ‘overheidsinstanties (...) zoveel als mogelijk bestuursdocumenten ter beschikking [stellen] in digitale, open en machinaal leesbare formaten, die toegankelijk, gemakkelijk vindbaar en elektronisch herbruikbaar zijn, vergezeld met hun metagegevens. Deze formaten en metagegevens beantwoorden aan formele open standaarden’.

In art. 2, lid 2 van het voorliggende ontwerpbesluit wordt bepaal[d] dat wanneer een overheidsinstantie opteert voor het opleggen van voorwaarden, dat in dat geval de overheidsinstantie zich bij voorkeur baseert op modellicenties (die in lijn liggen met het principe van art. 5.2 van de richtlijn 2019/1024) die ter beschikking worden gesteld op het federale portaal zoals bedoeld in artikel 17 van de wet. Via het federaal open data portaal wordt inderdaad dus de nodige informatie aangeboden over modellicenties van Creative Commons en eveneens de links naar deze aanbevolen modellicenties (zie ook art. 1, lid 2, 2°): [Licenties | Data.gov.be](#)

Le principe énoncé à l'article 5.2 de la directive 2019/1024 (ouverture par défaut et dès la conception) est d'ailleurs distillé dans l'entièreté de l'AR (notamment en prévoyant que, par défaut, la réutilisation est gratuite et sans condition – voir aussi art. 5, § 1 & § 2 de la loi – et qu'il n'est pas prévu de délai avant lequel un document administratif ne serait pas soumis à open data).”

Weliswaar kan worden aangenomen dat het beginsel “open door standaardinstellingen”, dat wil zeggen open zonder voorwaarden, in de wet en in het ontwerpbesluit zijn ingeschreven, maar het beginsel “open door ontwerp” staat er daarentegen niet expliciet in.

Ter wille van de duidelijkheid voor de adressaten van de verplichtingen waarin door of krachtens de wet van 4 mei 2016 ‘inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie’ wordt voorzien, verdient het aanbeveling in het ontwerp een bepaling op te nemen waarin dat beginsel uitdrukkelijk wordt vermeld.

2. De tabel betreffende de gedeeltelijke omzetting van de bepalingen van richtlijn (EU) 2019/1024 die door de gemachtigde bezorgd is, slaat niet op het ontwerp waarop de voorliggende adviesaanvraag betrekking heeft. De steller van het ontwerp moet er voortaan op toezien dat hij, in geval van omzetting van een richtlijn, aan de afdeling Wetgeving correcte en volledige omzettingstabellen bezorgt.¹

3. In het geval dat het register van de aanvragen, bedoeld in artikel 11, § 1, derde lid, van het ontwerp, ertoe leidt dat persoonsgegevens worden geregistreerd, gaat het om een gegevensverwerking waarvan de essentiële elementen in het ontwerp vastgesteld moeten worden.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 191-192.

Wat betreft de inachtneming van het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit, stelt de afdeling Wetgeving vast dat, zelfs al strekt artikel 11 van de wet van 4 mei 2016 niet uitdrukkelijk tot organisatie van de verwerking van persoonsgegevens, men redelijkerwijze kan aannemen dat de wetgever, die immers principieel in een aanvraag voor hergebruik van bestuursdocumenten voorziet, ermee heeft ingestemd dat er een verwerking van persoonsgegevens kan plaatsvinden.

Toch dient de steller van het ontwerp nog de eventuele beoogde verwerkingen van persoonsgegevens af te bakenen aan de hand van de essentiële elementen ter zake, met name: 1°) de categorieën van verwerkte gegevens; 2°) de categorieën van betrokken personen; 3°) de doelstelling van de verwerking; 4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.

Het ontwerp moet in voorkomend geval dienovereenkomstig aangevuld worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk hoe artikel 108 van de Grondwet en de algemene bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten die dat artikel aan de Koning toekent, een bijkomende rechtsgrond bieden boven op de rechtsgronden die in het tweede lid worden vermeld.

Indien daarvoor geen verantwoording gegeven wordt, moet het eerste lid worden weggelaten.

2. In het tweede lid moet de vermelding van artikel 13, tweede en derde lid, van de wet van 4 mei 2016 weggelaten worden, aangezien het voorliggende ontwerp, zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, er niet toe strekt de samenstelling en de werkwijze te bepalen van de Commissie voor het hergebruik van bestuursdocumenten.

3. Aangezien het koninklijk besluit van 2 juni 2019 ‘inzake het hergebruik van overheidsinformatie’ bij artikel 18 van het ontwerp wordt opgeheven, dient het in de aanhef vermeld te worden na de aanhefverwijzing naar de wet van 4 mei 2016.

DISPOSITIEF

Nieuw artikel 1

In een nieuw artikel 1 moet vermeld worden dat het voorliggende dispositief strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/1024.

Artikel 1

Aangezien de definities vervat in de wet van 4 mei 2016, ingevolge de hiërarchie der normen van rechtswege van toepassing zijn, is het eerste lid overbodig.

Dat lid zou bijgevolg beter weggelaten worden, en in het tweede lid zouden de woorden “gelden de volgende definities” beter vervangen worden door de woorden “wordt verstaan onder”.

Artikel 2

1. Het woord “overheidsinformatie” moet vervangen worden door het woord “bestuursdocumenten”, aangezien dat laatste het woord is waarmee de wet van 4 mei 2016 aanduidt wat onder het hergebruik valt waarvoor zij een kader schept.

2. Ter wille van de duidelijkheid moet artikel 2 geherformuleerd worden zodat het het gebruik van “modellicenties” principieel verankert en daarbij de mogelijkheid biedt om bij wijze van uitzondering gebruik te maken van bijzondere licenties, overeenkomstig artikel 3.

3. Het verdient aanbeveling in het tweede lid te vermelden dat, zoals de gemachtigde heeft uitgelegd, de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 1, van het ontwerp ook gelden voor de “modellicenties” waarvan sprake is op de federale portaalsite bedoeld in artikel 17 van de wet van 4 mei 2016.

Artikel 3

In paragraaf 4 is de verwijzing naar artikel 8, § 1, van de wet van 15 augustus 2012 ‘houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator’ overbodig. Ze moet dan ook weggelaten worden, temeer daar het begrip “gebruikers”, waarvan die laatstgenoemde bepaling gebruikmaakt, blijkbaar niet noodzakelijk overeenstemt met het begrip “overheidsinstantie”, dat in de wet van 4 mei 2016 gebruikt wordt.²

In dezelfde paragraaf moeten de woorden “gewijzigd bij de wet de wet [sic] van 13 mei 2024” weggelaten worden.

² Bijvoorbeeld: overeenkomstig artikel 2, tweede lid, van de wet van 15 augustus 2012 worden de “federale overheidsdiensten bevoegd voor Sociale Zekerheid, Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen, Leefmilieu, Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de programmatorische overheidsdiensten die van deze federale overheidsdiensten afhangen” niet beschouwd als gebruikers in de zin van die wet, maar moeten ze beschouwd worden als “overheidsinstanties” in de zin van de wet van 4 mei 2016.

Artikel 4

De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom in de bepaling onder 3° melding gemaakt wordt van een “specifieke” aanvraag voor hergebruik. De bepaling lijkt immers te gelden voor alle aanvragen voor hergebruik. Ter wille van de duidelijkheid van het dispositief moet dat woord weggelaten worden.

Artikel 6

1. Op een vraag over de draagwijdte van het woord “verstrekking” in de eerste paragraaf, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De vermelding van het woord ‘verstrekking’ in de opsomming van de kosten waarmee de vergoeding voor de instanties zoals bedoeld in art. 7, § 3, a) van de wet vermeerderd kan worden berust op een vergissing.

Art. 6.1 van de richtlijn 2019/1024 bepaalt dat de terugvordering door alle overheden van de marginale kosten voor de vermenigvuldiging, verstrekking en verspreiding van documenten voor hergebruik is toegestaan. Art. 6.4 lid 2 van de richtlijn bepaalt, specifiek t.a.v. in art. 7, § 3, a) van de wet bedoelde instanties vervolgens dat ‘De totale inkomsten uit het verstrekken van documenten en het verlenen van toestemming voor het hergebruik van documenten mogen over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging, verspreiding en opslag ervan, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen, en – indien van toepassing – de anonimisering van persoonsgegevens en maatregelen ter bescherming van commercieel vertrouwelijke informatie’.

We stellen voor om het woord ‘verstrekking’ uit het ontwerpbesluit weg te laten.”

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. In paragraaf 2 verdient het aanbeveling het begrip “het creëren”, dat enkel in deze paragraaf gebruikt wordt, te verduidelijken, in voorkomend geval in het verslag aan de Koning.

Het woord “specifiek” in dezelfde paragraaf is overbodig en moet worden weggelaten.

3. Naar het voorbeeld van de omzetting, bij paragraaf 1, van artikel 6, lid 4, tweede alinea, van richtlijn (EU) 2019/1024, moet ook artikel 6, lid 5, eerste alinea, van die richtlijn worden omgezet teneinde het begrip “totale inkomsten” dat van toepassing is op bibliotheken (met inbegrip van universiteitsbibliotheken), musea en archieven, te definiëren.

Artikel 7

Naar aanleiding van een vraag over de samenhang tussen de artikelen 6 en 7 heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Après relecture des articles 6 et 7, il semble en effet y avoir un souci. L'article 7 vise à ajouter deux éléments (conservation et acquisition des droits) à l'article 6. Nous proposons dès lors de supprimer les points 3° et 4° de l'article 7 (car ils sont déjà mentionnés à l'article 6 et n'apportent rien à l'article 7).”

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien, evenals de artikelen 9 en 10 die naar artikel 7, 4° verwijzen.

Artikel 8

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat er moet worden verstaan onder inkomsten die worden gegeneerd “tijdens de productie of de verzameling” in de zin van het tweede lid, 2°, en in voorkomend geval waarom er enkel rekening zou moeten worden gehouden met de inkomsten die tijdens die periode zijn gegenereerd.

Dit zou moeten worden verduidelijkt.

Artikel 12

De gemachtigde is het ermee eens dat, om een te beperkende formulering te vermijden, de woorden “comité bevoegd” in het tweede lid van paragraaf 1 dienen te worden vervangen door de woorden “instantie bevoegd”.

Artikel 16

Artikel 11, § 2, van de wet van 4 mei 2016 voorziet dat als de hergebruiker een of meerdere voorwaarden van hergebruik niet naleeft (wat dus al het bestaan van een licentie veronderstelt), de overheidsinstantie een einde kan maken aan “de terbeschikkingstelling van de bestuursdocumenten”.

In die context is het de afdeling Wetgeving dan ook niet duidelijk hoe het onderscheid wordt gerechtvaardigd dat in artikel 16 van het ontwerp gemaakt wordt tussen de mogelijkheid om de licentie te beëindigen en de mogelijkheid om de terbeschikkingstelling te beëindigen.

De bewoordingen van artikel 16 moeten dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht, ofwel moet de draagwijdte van de bepaling in het verslag aan de Koning worden geëxpliciteerd.

Voorts moet het woord “aanvrager” vervangen worden door het woord “hergebruiker”.

Artikel 17

De bewoordingen van paragraaf 1, eerste lid, kunnen de indruk wekken dat het ontwerp het vermelde comité opricht, terwijl het bestaan ervan rechtstreeks voortvloeit uit artikel 18 van de wet van 4 mei 2016.

Het eerste lid moet dan ook worden weggelaten en het tweede lid moet dienovereenkomstig worden aangepast zodat er wordt verwezen naar het comité “bedoeld in artikel 18 van de wet”.

Artikel 18

De steller van het ontwerp moet nagaan of het niet aangewezen is via overgangsmaatregelen te regelen wat dient te gebeuren met de aanvragen voor hergebruik van bestuursdocumenten die in het kader van het koninklijk besluit van 2 juni 2019 in behandeling zijn.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO